



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mercredi 17 avril 1996 — N° 9

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau**

QUÉBEC

17 avril 1996

17 avril 1996

Le mercredi 17 avril 1996

N° 9

La séance est ouverte à 15 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Carrier-Perreault, ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 5 Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 214 Loi concernant Groupement des chefs d'entreprise du Québec — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et peut être adopté avant le 23 juin 1996

(Dépôt n° 51-960417)

M. Jutras (Drummond) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 214, Loi

17 avril 1996

concernant Groupement des chefs d'entreprise du Québec.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 214 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et le Ministre d'État de l'Économie et des Finances sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Dépôts de documents

M. Bélanger, leader du gouvernement, au nom de M. Bégin, ministre de la Justice, responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995.

(Dépôt n° 52-960417)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1995, des corporations professionnelles suivantes:

—l'Ordre des optométristes du Québec;

(Dépôt n° 53-960417)

—l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation du Québec;

(Dépôt n° 54-960417)

—l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec.

(Dépôt n° 55-960417)

M. Simard, ministre des Relations internationales, dépose:

Le contrat de travail de Mme Marie-Josée Gagnon à titre de conseillère en relations publiques auprès du délégué général du Québec à Paris pour la période du 1^{er} février 1996 au 31 mars 1997.

(Dépôt n° 56-960417)

17 avril 1996

M. le Président communique et dépose:

Une lettre, en date du 17 avril 1996, que lui adressait M. Lucien Bouchard, premier ministre, concernant le remplacement de Mme Monique Simard, députée de La Prairie, par M. Daniel Paillé, député de Prévost, à titre de membre du Bureau de l'Assemblée nationale.

(Dépôt n° 57-960417)

M. Brouillet, vice-président, fait motion pour que cette modification à la composition du Bureau de l'Assemblée nationale soit adoptée.

Cette motion est adoptée.

Dépôts de pétitions

M. Côté (La Peltre) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 311 membres du Syndicat des enseignantes et enseignants de la banlieue de Québec, concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

(Dépôt n° 58-960417)

Mme Signori (Blainville) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 48 citoyennes de Blainville, concernant l'équité salariale.

(Dépôt n° 59-960417)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

17 avril 1996

Motions sans préavis

M. Landry, vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, propose:

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement fédéral, et plus particulièrement au ministère canadien des Ressources naturelles, de réviser sa décision à l'effet de mettre fin au financement du Centre canadien de fusion magnétique dans le projet Tokamak de Varennes.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Bélanger, leader du gouvernement, propose:

QUE, conformément à l'article 48 du Règlement de l'Assemblée nationale, l'étude des projets de loi suivants, présentés avant la clôture de la 1^{re} session de la 35^e législature, puisse être continuée lors de la 2^e session de la 35^e législature au stade où elle avait été interrompue:

À l'étape des consultations particulières:

—le projet de loi n° 116, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

À l'étape de l'adoption du principe:

—le projet de loi 98, Loi sur les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires.

À l'étape de l'étude détaillée en commission:

—le projet de loi 51, Loi concernant la mise en oeuvre des accords de commerce international.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 16 en annexe)

17 avril 1996

Pour: **60** Contre: **35** Abstention: **0**

Puis, M. Bélanger, leader du gouvernement, propose:

QUE le nom de M. Sylvain Simard soit substitué à celui de M. Bernard Landry comme auteur des projets de loi suivants:

n° 98 Loi sur les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires;

n° 51 Loi concernant la mise en oeuvre des accords de commerce international.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux des programmes Aide financière à la construction de réseaux d'aqueduc et d'égouts et à l'assainissement des eaux et Développement du loisir et du sport;
- la Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère du Revenu, du ministère du Conseil du trésor, de l'Administration et de la Fonction publique;
- la Commission des institutions, pour ceux du ministère des Relations internationales.

À 16 h 26, conformément à l'article 282 du Règlement, M. le Président lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 18 avril 1996, à 14 heures.

17 avril 1996

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

17 avril 1996

ANNEXE

VOTES PAR APPEL NOMINAL

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, proposant que l'étude de certains projets de loi, présentés avant la clôture de la 1^{re} session de la 35^e législature, puisse être continuée lors de la 2^e session de la 35^e législature au stade où elle avait été interrompue:

(Vote n° 16)

POUR - 60

Barbeau	Brassard	Jutras	Paillé
Baril	Brien	Kieffer	Paquin
(Arthabaska)	Campeau	Lachance	Paré
Beaudoin	Caron	Landry	Payne
Beaumier	Carrier-Perreault	(Bonaventure)	Pelletier
Bégin	Charest	Landry	Perreault
Bélanger	Côté	(Verchères)	Perron
(Anjou)	Désilets	Laprise	Rivard
Bertrand	Deslières	Laurin	Robert
(Charlevoix)	Dion	Leduc	Rochon
Bertrand	Doyer	Léonard	Signori
(Portneuf)	Gagnon	Létourneau	Simard
Blais	Garon	Malavoy	(Richelieu)
Boisclair	Gaulin	Ménard	Trudel
Bouchard	Gendron	Morin	Vermette
Boucher	Harel	(Dubuc)	
Boulerice	Jolivet	Morin	
Bourdon	Julien	(Nicolet-Yamaska)	

CONTRE - 35

Beaudet	Bourbeau	Delisle	Houda-Pepin
Bélanger	Chagnon	Dionne	Kelley
(Mégantic-Compton)	Chenail	Farrah	Lafrenière
Benoit	Cherry	Gagnon-Tremblay	Lefebvre
Bergman	Ciaccia	Gauvin	Loiselle
Bordeleau	Cusano	Gobé	Maciocia

17 avril 1996

MacMillan
Marsan
Middlemiss

Mulcair
Ouimet
Paradis

Poulin
Sirros
Thérien

Vaive
Vallières
Williams

ABSTENTION - **0**